



PARLAMENT

der Deutschsprachigen  
Gemeinschaft Belgiens



25

AKTUELLES AUS  
DEN INSTITUTIONEN

10. Jahrgang  
17. Juni 2026

# Inhaltsverzeichnis

<b>NEUES AUS DEN PARLAMENTEN .....</b>	<b>3</b>
PARLAMENT DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT .....	3
ABGEORDNETENKAMMER.....	3
SENAT .....	3
PARLEMENT DE WALLONIE.....	4
VLAAMS PARLEMENT .....	5
PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES.....	7
PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE (PRB).....	7
ASSEMBLÉE RÉUNIE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE (ARCCC) .....	7
<b>NEUES AUS DEN REGIERUNGEN .....</b>	<b>8</b>
REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT .....	8
FÖDERALREGIERUNG .....	18
BELGISCHE NATIONALBANK .....	20
VLAAMSE REGERING .....	21
GOUVERNEMENT DE WALLONIE .....	21
<b>VERFASSUNGSGERICHTSHOF.....</b>	<b>23</b>
<b>BELGISCHES STAATSBLATT.....</b>	<b>24</b>
<b>QUELLENVERZEICHNIS .....</b>	<b>30</b>

---

# Neues aus den Parlamenten



**Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft**

## AKTUELLE TERMINE

### Plenarsitzung:

**Montag, 22.06.2026**

[Tagesordnung](#)

### Ausschusssitzungen:

**Dienstag, 23.06.2026**

**Ausschuss II** für Kultur, Erwachsenenbildung, Tourismus, Denkmal- und Landschaftsschutz

[Tagesordnung](#)

**Donnerstag, 25.06.2026**

**Ausschuss III** für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung

[Tagesordnung](#)

**Dokument Nr. [149](#) (2025-2026) Nr. 1  
10.06.2026**

Anhörung der in der Deutschsprachigen Gemeinschaft tätigen sozialen Fahrdienste – Ausschussbericht

**DE KAMER BE  
LA CHAMBRE BE**

**Abgeordnetenkommer**

**ORDRE DU JOUR DES SÉANCES PLÉNIÈRES**

Semaine du 15 au 19 juin 2026

**Jeudi, 18/06/2026**

### Questions orales

#### Projets

1. Projet de loi modifiant l'ordre de paiement prévu à l'article 216bis/1 du Code d'instruction criminelle, n°s [56K1519](#)/1 à 3.

2. Projet de loi relatif à la mise en concordance de dispositions légales diverses en vigueur avec le Code pénal du 29 février 2024, n°s [56K1522](#)/1 à 4.

3. Projet de loi spéciale modifiant l'article 479 du Code d'instruction criminelle et relatif à la mise en

concordance de la loi spéciale du 25 juin 1998 réglant la responsabilité pénale des membres des gouvernements de communauté ou de région avec le Code pénal du 29 février 2024, n°s [56K1545](#)/1 à 4. Le projet de loi spéciale doit être adopté avec une majorité spéciale (article 4, dernier alinéa, de la Constitution).

### Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de résolution visant à réformer en profondeur les accords de coopération encadrant la représentation et l'action extérieure de la Belgique dans ses relations européennes, internationales et bilatérales pour tenir compte de la réalité institutionnelle en vigueur depuis la sixième réforme de l'État, n° [56K1598](#)/1.

2. Proposition de loi modifiant diverses dispositions en vue d'étendre l'accès au Fonds Gaz et Électricité, ainsi que les compétences du Service de médiation pour l'énergie, au secteur de la chaleur, n° [56K1599](#)/1.

3. Proposition de loi visant à conférer un ancrage légal aux missions de la Fondation pour Enfants Disparus et Sexuellement Exploités (Child Focus) et à régler les modalités de la collaboration avec les services judiciaires et les services de police, ainsi que le financement structurel, n° [56K1602](#)/1.

### Votes nominatifs

sur les projets terminés.

**Dokument Nr. [56K1574](#)  
09.06.2026**

Projet de loi modifiant la loi du 19 juillet 2018 relative à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes du secteur public et la loi du 4 mai 2016 relative aux données ouvertes et à la réutilisation des informations du secteur public.



**Senat**

Réunions de la semaine 15/6/2026 - 21/6/2026

**15/6/2026**

**Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes**

**Échange de vues avec le premier ministre.**

1. La réunion informelle des chefs d'État ou de gouvernement des 23 et 24 avril 2026 – Débriefing.

2. Le Conseil européen des 18 et 19 juin 2026 – Briefing.

---

**Dokument Nr. [8-213](#)**

**09.06.2026**

L'état des lieux de la transposition des directives européennes en droit belge

**Dokument Nr. [8-212](#)**

**11.05.2026**

Nomination d'un membre non-magistrat du Conseil supérieur de la Justice



**SEANCE PLENIERE: 17/06/2026**

**1 – PRISES EN CONSIDÉRATION**

**2 – PROJETS DE DÉCRET**

1. Projet de décret portant assentiment à l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles le 30 octobre 2016, et à son instrument interprétatif commun (Doc. [560](#) (2025-2026) N° 1, 1bis et 2)

Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles le 30 octobre 2016, et à son instrument interprétatif commun (Doc. [561](#) (2025-2026) N° 1, 1bis et 2)

Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de Mme Lambelin à M. Dolimont, Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, des Relations internationales et du Bien-être animal, sur la ratification de l'Accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada (CETA) par Mmes Lambelin et Greco (Doc. [592](#) (2025-2026) N° 1), par M. Muge-mangango (Doc. [593](#) (2025-2026) N° 1) et par Mme De Bue, MM. Resinelli et Tzanetatos (Doc. [594](#) (2025-2026) N° 1)

2. Projet de décret instaurant un accès au point de contact central tenu par la Banque nationale de Belgique pour les fonctionnaires du Service public

de Wallonie Finances chargés du recouvrement des créances fiscales (Doc. [564](#) (2025-2026) N° 1 & 2)

3. Projet de décret modifiant le Code wallon du Tourisme et le Code wallon du Patrimoine afin d'assurer leur conformité au nouveau Code pénal (Doc. [565](#) (2025-2026) N° 1 à 3)

**3 – PROPOSITION DE RÉSOLUTION**

1. Proposition de résolution visant à soutenir la candidature pour la construction du télescope Einstein dans l'Euregio Meuse-Rhin, déposée par Mmes Bluge, Goffinet, Mauel, MM. de Wasseige, Dewez et J.-P. Bastin (Doc. [568](#) (2025-2026) N° 1 à 4)

**4 – PROJETS DE MOTION**

1. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de Mme Greco à M. Desquesnes, Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux, sur la nécessité de soutenir les grandes villes par Mme Greco (Doc. [596](#) (2025-2026) N° 1), par M. Muge-mangango (Doc. [597](#) (2025-2026) N° 1) et par MM. J.-P. Bastin et Chintinne (Doc. [598](#) (2025-2026) N° 1)

---

**Remise du rapport 2026 du Médiateur**  
( 10-06-2026 )

Ce 10 juin 2026, le Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles a remis son rapport annuel 2025 aux Présidents du Parlement de Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Au cours de l'année écoulée, le Médiateur a adressé 70 recommandations aux autorités politiques et aux administrations publiques. ... [lire plus](#)

---

**Question écrite N° : [1194](#) (2025-2026) 1**  
**du 03/06/2026**

**La coordination de l'offre hospitalière dans l'arrondissement de Verviers**

de MOCKEL Freddy  
à COPPIETERS Yves, Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Economie sociale

Suite à l'annonce d'une réforme des structures hospitalières en Belgique, de nouvelles coordinations entre hôpitaux se dessinent.

Dans l'arrondissement de Verviers, ceci rend le défi spécialement complexe, avec deux réseaux existants, deux entités fédérées subsidiées, deux régions linguistiques et avec plus de 2 000 km<sup>2</sup>.

Une offre de soins coordonnée concernerait les deux sites du Centre hospitalier régional de Verviers, la clinique CHC à Heusy, le Centre hospitalier

Reine Astrid de Malmedy, l'hôpital Saint-Nicolas d'Eupen et la clinique Saint-Joseph de Saint-Vith.

Comme on peut lire dans la presse, des pourparlers se sont mis en place entre les acteurs, selon leur communiqué, avec « une volonté commune d'examiner la possibilité d'une approche territoriale concertée ».

Ils disent viser un paysage hospitalier fondé « sur la complémentarité plutôt que sur la concurrence, et tournée avant tout vers les besoins des patients et des générations futures ». Il est annoncé que cette approche va être présentée aux gouvernements de la Communauté germanophone et de la Région wallonne afin de connaître leur position et de poursuivre le dialogue.

Par contre, les acteurs de terrain ne pourront pas réaliser des miracles, il faut que les réformes que l'on veut décider lors de la toute prochaine CIM Santé, rendent cet accès aux soins possible. En ce sens, la note actuelle des experts est peut-être égale pour tous, mais loin d'être équitable.

M. le Ministre accueille-t-il favorablement cette volonté de collaboration et quand compte-t-il recevoir les acteurs hospitaliers ?

Un tel projet nécessitera une collaboration entre la Région wallonne et la Communauté germanophone, et tout spécialement entre leurs ministres de la Santé. Vu que la CIM Santé approche à grands pas, qu'a-t-il mis en place comme collaboration ?

**Réponse** du 08/06/2026  
de COPPIETERS Yves

Le rapport du groupe d'experts rendu à la CIM Santé publique en date du 17 décembre 2025 formule des recommandations visant à réformer le paysage hospitalier en répartissant les sites hospitaliers aigus actuels en quatre catégories : hôpital général régional (HGR), centre hospitalier universitaire (CHU), centre médical local (CML) et hôpital de soins intermédiaires (HSI).

Selon le principe « des soins de proximité lorsque c'est possible, des soins concentrés lorsque c'est nécessaire », les sites ne rencontrant pas les critères pour rester HGR/CHU devront se transformer en CML et/ou HSI selon un calendrier de mise en œuvre à définir avec le Fédéral.

En suivi de ce rapport, les organes consultatifs respectifs des entités fédérale et fédérées ont remis un avis. En ce qui concerne la Région wallonne, c'est le Comité de Branche Santé de l'AViQ qui a été consulté. Une analyse en a été réalisée et il est maintenant attendu que les grandes lignes politiques de la réforme soient si possible définies par les ministres compétents pour la fin du mois de juin. Une Conférence interministérielle (CIM) Santé publique est prévue à ce sujet le 24 juin 2026. D'ici là, plusieurs réunions se sont tenues et se

tiendront encore entre les différentes entités du pays en vue de se concerter. Un gros travail de planification des soins et d'adaptation des normes et procédures devrait ensuite être réalisé.

Dans le cadre de cette réforme du paysage hospitalier, la question de l'accessibilité géographique et des populations desservies par les hôpitaux, en ce compris l'accessibilité linguistique (par exemple pour les habitants de la Communauté germanophone), occupe une place centrale. L'arrondissement de Verviers, particulièrement les communes situées à l'est, est l'une des zones auxquelles il conviendra d'être attentif en termes d'accessibilité.

Concernant les discussions évoquées dans la question d'un projet d'offre de soins concerté entre les six sites hospitaliers de l'arrondissement de Verviers (les sites Tourelle et Peltzer du CHR Verviers, le Centre Hospitalier Reine Astrid à Malmedy, la clinique CHC Heusy, le St. Nikolaus Hospital à Eupen et la Klinik St. Josef à Saint-Vith), les services de l'AViQ n'ont à ce stade ni été consultés, ni reçu de dossier, bien que mon cabinet ait été informé qu'il y avait des discussions en cours.

Mentionnons que selon le rapport du groupe d'experts, les sites du Centre Hospitalier Reine Astrid, de la Clinique CHC Heusy, du St. Nikolaus Hospital et de la Klinik St. Josef, doivent se transformer en CML et/ou HSI.

Si l'on peut accueillir favorablement le fait que ces hôpitaux, appartenant à deux réseaux hospitaliers différents, ne réfléchissent pas à leur offre de soins de manière isolée, mais inscrivent cette réflexion plus globalement sur le territoire d'un bassin de soins pour l'est de la province de Liège, un tel projet devra être soumis à l'avis des autorités concernées et tenir compte de la réforme du paysage hospitalier belge et des grandes orientations qui vont être définies prochainement par la CIM Santé publique.



**Vlaams Parlement**

**Dokument Nr. [896](#) (2025-2026) nr. 1  
15.06.2026**

Ontwerp van decreet tot wijziging van het decreet van 15 februari 2019 betreffende het jeugddelinquentierecht, wat betreft de harmonisatie in functie van het nieuwe Strafwetboek en overige wijzigingen

**Dokument Nr. [892](#) (2025-2026) nr. 1  
11.06.2026**

Voorstel van decreet tot afschaffing en vereenvoudiging van bepaalde bewaarplichten voor leerlinggebonden documenten in het basis- en secundair onderwijs

**Dokument Nr. [890](#) (2025-2026) nr. 1  
11.06.2026**

Ontwerp van decreet tot wijziging van diverse decreten met betrekking tot wonen

**Dokument Nr. [887](#) (2025-2026) nr. 1  
10.06.2026**

Voorstel van resolutie over het terugdringen van het Vlaams staatsinterventionisme via participaties, subsidies en overheidsinvesteringen die niet tot de kerntaken behoren

**Dokument Nr. [886](#) (2025-2026) nr. 1  
10.06.2026**

Voorstel tot wijziging van het Reglement van het Vlaams Parlement wat betreft de financiering van de politieke partijen

**Dokument Nr. [885](#) (2025-2026) nr. 1  
10.06.2026**

Motie tot instelling van een belangenconflict over het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen ter uitvoering van het Migratie- en asielpact van de Europese Unie

**Dokument Nr. [884](#) (2025-2026) nr. 1  
10.06.2026**

Voorstel van resolutie over de oprichting van bootcamps voor de heropvoeding van jonge recidivisten en zware jeugddelinquenten

**Dokument Nr. [883](#) (2025-2026) nr. 1  
09.06.2026**

Voorstel van resolutie over de herziening van de erkenningsnormen voor rookruimten in woonzorgcentra

**Moeten we meer inzetten op urban mining voor kritieke en strategische materialen?**

15 juni 2026

De Vlaamse overheid werkt aan een Vlaamse strategie gericht op kritieke en strategische materialen. Er is nog heel wat winst te rapen op het vlak van urban mining. Dat is het recupereren en recycleren van waardevolle grondstoffen uit afvalstromen. ... [verder lezen](#)

**Hoe wil Vlaanderen toeristische verhuur beter reguleren?**

12 juni 2026

Tijdens een bespreking in de Commissie voor Wonen, Toerisme, Energie en Klimaat vroeg Immanuel De Reuse (Vlaams Belang) aandacht voor de impact van toeristische verhuur via platformen zoals Airbnb en Booking.com op de woningmarkt. Hij verwees naar de plannen van de Vlaamse Regering om het Logiesdecreet aan te passen en wilde weten welke impact die maatregelen kunnen hebben

op de huurmarkt, hoe de handhaving zal verlopen en welke rol lokale besturen daarbij krijgen.

... [verder lezen](#)

**Wat werd er beslist in de plenaire vergadering van 10 juni?**

12 juni 2026

Het Vlaams Parlement komt wekelijks samen in de plenaire vergadering. Wat stond er op de agenda? Eerst stelden de volksvertegenwoordigers hun [actuele vragen](#) aan de ministers. Daarna werd er gestemd over twee ontwerpen van decreet.

**[Slimmere vervoerssystemen op de weg](#)**

Het Vlaams Parlement keurde een ontwerp van decreet goed dat een Europese richtlijn gedeeltelijk omzet. Die richtlijn gaat over intelligente vervoerssystemen in het wegvervoer en over interfaces met andere vervoerswijzen.

Europa wil dat digitale gegevens sneller beschikbaar zijn en dat verschillende systemen beter met elkaar kunnen samenwerken. Dat kan bijvoorbeeld helpen bij performante verkeersdata, slimme verkeerssturing en een efficiënter mobiliteitsbeleid.

**[Meer transparantie over gelijke beloning](#)**

Het Vlaams Parlement keurde ook een ontwerp van decreet goed over beloningstransparantie en maatregelen voor een gelijke beloning.

Het ontwerp kwam in tweede lezing aan bod. Daarna werd er hoofdelijk over gestemd en nam het Vlaams Parlement het ontwerp van decreet aan.

*In onze terugblik op de plenaire vergadering bespreken we enkel ontwerpen en voorstellen van decreet en voorstellen van resolutie die werden goedgekeurd. Het volledige verslag van de plenaire vergadering vind je [hier](#).*

**"Directeurs en leerkrachten zitten op hun tandvlees" - Kim Buyst**

08 juni 2026

Eind mei ondertekenden meer dan 1.300 directeurs een open brief aan minister van Onderwijs Zuhal Demir (N-VA). Ze richten zich niet tegen de hervormingen zelf, maar tegen de manier waarop ze worden ingevoerd: te snel, te versnipperd en met te weinig tijd op de werkvloer. Kim Buyst, onderwijsexperte van Groen, reageert op het signaal van de directeurs. Een gesprek over vertrouwen, timing en het onderwijsbeleid van minister Demir. ... [verder lezen](#)

## Hoe vermijden we dat leerlingen het slachtoffer worden bij achterstand van schoolfacturen?

08 juni 2026

Recent weigerde een school leerboeken die al betaald waren vrij te geven aan een leerling zolang een openstaande factuur voor het leerlingenvervoer niet was betaald. De leerling moest de lessen wekenlang zonder boeken volgen. Het leidde tot leerachterstand en een publieke stigmatisering in de klas. ... [verder lezen](#)



## Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

### Dokument Nr. [279](#) (2025-2026) 12.06.2026

Rapport annuel 2025 du Conseil consultatif des personnes en situation de handicap

### Dokument Nr. [277](#) (2025-2026) 09.06.2026

Proposition de résolution visant à accroître la sensibilisation aux dangers des extrémismes et des populismes

### Dokument Nr. [276](#) (2025-2026) 09.06.2026

Proposition de décret portant harmonisation du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse avec le nouveau Code pénal du 29 février 2024

### Dokument Nr. [275](#) (2025-2026) 09.06.2026

Proposition de résolution relative à la sauvegarde du mécanisme fédéral de dispense partielle de versement du précompte professionnel pour les chercheurs et à la préservation du financement de la recherche et de l'enseignement supérieur

### Dokument Nr. [274](#) (2025-2026) 09.06.2026

Proposition de décret visant à supprimer la réforme du minerval dans l'enseignement supérieur

### Dokument Nr. [273](#) (2025-2026) 09.06.2026

Proposition de décret visant à supprimer l'augmentation de charge des enseignants du secondaire supérieur

### Dokument Nr. [272](#) (2025-2026) 08.06.2026

Projet de décret instaurant un concours d'entrée et d'accès aux études de premier cycle en sciences vétérinaires et abrogeant le décret du 13 juillet 2016 relatif aux études de sciences vétérinaires

## Rapport annuel 2025 du Médiateur 2026-06-10

Le Médiateur commun à la Fédération Wallonie-Bruxelles et à la Wallonie, Nicolas Lagasse, a remis ce 10 juin 2026 son Rapport annuel 2025 aux Présidents du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et du Parlement de Wallonie.

Le rapport présente les activités du Médiateur au cours de l'année 2025, les principales difficultés rencontrées par les citoyens dans leurs relations avec les administrations, ainsi que les recommandations formulées afin d'améliorer les pratiques administratives. ... [lire plus](#)



## Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (PRB)

### Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

#### Dokument Nr. Fiche [B-69/1-25/26](#) 21.04.2026

Projet d'ordonnance portant assentiment à l'accord de coopération du 3 octobre 2025 modifiant l'accord de coopération du 31 décembre 2018 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté française, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française et la Communauté germanophone concernant le financement des soins en cas de recours à des institutions de soins en dehors des limites de l'entité fédérée.

### Mise en place et composition de la Commission d'enquête sur «les irrégularités au sein du Foyer anderlechtois»

10/06/2026

Lors de la séance plénière du vendredi 5 juin 2026, les députés ont voté pour la mise en place d'une commission d'enquête consacrée aux «irrégularités au sein du Foyer anderlechtois». ... [lire plus](#)

# Neues aus den Regierungen



**Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft**

## 91. Sitzung vom 11. Juni 2026

**TOP 3: Beschluss zur Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsauftrages im offenen Verfahren für die Studien-, Planungs- und Ausführungsleistungen im Bereich Architektur, Tragwerksplanung, Gebäudetechnik, Sicherheitskoordination sowie für die Durchführung einer EEG-Studie im Rahmen des Neubaus eines Sport- und Verwaltungskomplexes im Sport- und Ferienpark Worriken in Bütgenbach**

### 1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Beschluss zur Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags im offenen Verfahren für die Studien-, Planungs- und Ausführungsleistungen im Bereich Architektur, Tragwerksplanung, Gebäudetechnik, Sicherheitskoordination sowie für die Durchführung einer EEG-Studie im Rahmen des Neubaus eines Sport- und Verwaltungskomplexes im Sport- und Ferienpark Worriken in Bütgenbach sowie den Submissionsbericht, welcher integraler Bestandteil dieses Beschlusses ist.

Der Auftrag wird an die Bietergemeinschaft AUPa - DDV - GREISCH - RADERMACHER & SCHOFFERS - DTS vergeben.

Der Ministerpräsident, zuständig für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen, wird mit der Durchführung dieses Beschlusses beauftragt.

### 2. Erläuterungen:

Am 19. März 2026 hat die Regierung die Veröffentlichung eines öffentlichen Dienstleistungsauftrages im offenen Verfahren zur Vergabe eines Planungsauftrags für Architektur, Tragwerksplanung, Gebäudetechnik, Sicherheitskoordination sowie der EEG-Studie im Rahmen des Neubaus eines Sport- und Verwaltungskomplexes im Sport- und Ferienpark Worriken genehmigt (EXX/2026/19.03/1056).

Am 19. März 2026 ist das Lastenheft der öffentlichen Ausschreibung zur Vergabe des oben genannten Dienstleistungsauftrags unter der Referenz „W4.0/2026-01/Sportkomplex\_pub01,“ zur Bekanntmachung im belgischen Anzeiger und unter der Referenz „283197-2026“ im TED (Tenders electronic daily), der Datenbank der Europäischen Union für die Vergabe öffentlicher Aufträge, veröffentlicht worden.

Die Angebotseröffnung hat am 7. Mai 2026 um 10 Uhr via E-Procurement stattgefunden.

Sechs Angebote sind frist- und formgerecht elektronisch eingereicht worden:

- Bietergemeinschaft ALTIPLAN ARCHITECTS - SWECO SRL - Réservoir A SRL, Watermael-Boitsfort,
- Bietergemeinschaft BUREAU D'ARCHITECTURE HENRI GARCIA - BAG, Angleur,
- Bietergemeinschaft SOPHIEGREEN - 4A Architekten GmbH - BSolutions, Forest,
- Bietergemeinschaft ARCHITECTES URBANISTES ET PAYSAGISTES ASSOCIES SRL (AUPa) - DDV- AR Radermacher & Schoffers - Greisch - DTS, Verviers,
- Bietergemeinschaft &SENS ARCHITECTES - BVL Architecture, Verviers,
- Bietergemeinschaft ATELIER d'ARCHITECTE AIUD - Rudi Ricciotti, Liège;

Alle Bieter wurden in Bezug auf das Zugangsrecht und in Bezug auf die Auswahlkriterien bewertet. Nach Abschluss der Prüfung wurden folgende Angebote ausgewählt:

- Bietergemeinschaft ARCHITECTES URBANISTES ET PAYSAGISTES ASSOCIES SRL (AUPa) - DDV- AR Radermacher & Schoffers - Greisch - DTS, Verviers,
- Bietergemeinschaft &SENS ARCHITECTES - BVL Architecture, Verviers,

Die detaillierte Prüfung der Preisgestaltung ist dem beigefügten Submissionsbericht zu entnehmen.

Die Bewertung der Angebote erfolgte auf Grundlage der in den Ausschreibungsunterlagen festgelegten Zuschlagskriterien, nämlich Preis (60 Punkte), Qualität des Projektteams (10 Punkte) und Vision des Projekts (30 Punkte - aufgeteilt in verschiedene Unterkriterien).

Nach Überprüfung und Bewertung der Angebote anhand der in den Ausschreibungsunterlagen festgelegten Zuschlagskriterien ergibt sich folgende Rangfolge:

1. Bietergemeinschaft ARCHITECTES URBANISTES ET PAYSAGISTES ASSOCIES SRL (AUPa) - DDV- AR Radermacher & Schoffers - Greisch - DTS  
Gesamtpunkte : 93
2. Bietergemeinschaft &SENS ARCHITECTES - BVL Architecture  
Gesamtpunkte : 75

Das Angebot der Bietergemeinschaft ARCHITECTES URBANISTES ET PAYSAGISTES ASSOCIES SRL (AUPa) - DDV - AR Radermacher & Schoffers - Greisch - DTS

erzielt mit insgesamt 93 Punkten die höchste Gesamtbewertung und stellt somit das wirtschaftlich günstigste Angebot im Sinne des besten Preis-Leistungs-Verhältnisses dar. Es überzeugt insbesondere durch einen wettbewerbsfähigen Preis sowie eine gute Bewertung in den Kriterien „Qualität des Projektteams“ und „Vision des Projekts“.

Unter Berücksichtigung der in den Ausschreibungsunterlagen festgelegten Zuschlagskriterien wird daher vorgeschlagen, den Auftrag an diese Bietergemeinschaft zu vergeben.

Die detaillierte Bewertung der Angebote ist dem Submissionsbericht zu entnehmen.

### 3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Genehmigung der Vergabe des Dienstleistungsauftrags führt zu einer voraussichtlichen finanziellen Auswirkung von 1.595.000,00 € zzgl. Mehrwertsteuer.

Die geschätzten Baukosten belaufen sich auf 20.000.000,00€ ohne MwSt.

Vorliegender Auftrag wird zu Lasten der Haushaltszuweisung 74.22 im Investitionshaushalt des Organisationsbereichs 00 im Programm 00 des Ausgabenhaushaltsplanes der DgG Gemeinschaftszentren abgewickelt.

### TOP 4: Abänderung des Regierungsbeschlusses vom 19.12.2024 betreffend die Bezeichnung der Mitglieder und Stellvertreter der Delegation der Deutschsprachigen Gemeinschaft im Wirtschafts- und Sozialausschuss der Großregion

#### 1. Beschlussfassung:

Die Regierung ernennt nachstehende Personen als Vollmitglieder und Ersatzmitglieder des WSAGR und bestätigt Herrn Volker Klinges als Delegationspräsidenten.

Delegationspräsident: Volker Klinges	
Arbeitgebervertreter des WSR im WSAGR	
Vollmitglieder	Ersatzmitglieder
Volker KLINGES - AVED-IHK Ostbelgien	Lara Radermacher - Unternehmen Sterisys
Samuel Deneffe - Mittelstandsvereinigung	Dirk Vandriessche - Konföderation Baufach

Arbeitnehmervertreter des WSR im WSAGR	
Vollmitglieder	Ersatzmitglieder
Susanne Niessen - Christliche Gewerkschaft	Mike Mettlen - Christliche Gewerkschaft
Danny Laschet - Sozialistische Gewerkschaft	N.N.

Regierungsvertreter im WSAGR	
Vollmitglieder	Ersatzmitglieder
Stephan Plattes - Arbeitsamt der DG (ADG)	Christiane Eicher - Arbeitsamt der DG (ADG)

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen, wird mit der Umsetzung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

#### 2. Erläuterungen:

Der Wirtschafts- und Sozialausschuss der Großregion, kurz WSAGR, wurde am 4. Februar 1997 gegründet und ist im sozioökonomischen Bereich das beratende Organ des Gipfels der Großregion. Er hat die Aufgabe, sich in Form von Stellungnahmen oder Beschlüssen mit den Problemen im Zusammenhang mit der wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Entwicklung sowie der Raumordnung in der Großregion zu beschäftigen. Er trägt zum sozialen Dialog bei und bezieht sich dabei auf die Empfehlungen und Erfahrungen der Partner.

Der WSAGR erhält sein Mandat vom Gipfel. Er setzt den Wortlaut des Mandats um und erstattet dem Gipfel über seine Tätigkeiten Bericht. Er schlägt dem Gipfel die Themen vor, die er bearbeiten möchte und kann sich insbesondere mit aktuellen Themen selbst beauftragen. Er informiert die Präsidenschaft des Gipfels hierüber und erstattet Bericht.

Der WSAGR zählt 36 von den einzelnen Regionen ernannte Vollmitglieder, d.h. in der Regel sechs Mitglieder pro Teilgebiet, sowie 36 gleichermaßen auf die einzelnen Teilgebiete entfallende Stellvertreter. Die von den Behörden der jeweiligen Regionen ernannten Delegationen setzen sich aus drei Gruppierungen zusammen:

- mindestens 1/3 der Mitglieder stammt aus Arbeitnehmerorganisationen;
- mindestens 1/3 der Mitglieder stammt aus Arbeitgeberorganisationen;
- die übrigen Mitglieder jeder Delegation bilden eine Gruppe, über deren Zusammensetzung die einzelnen Regionen frei befinden.

Nachdem der WSR mitgeteilt hatte, dass das Plenum die Vertreter in den verschiedenen externen Mandaten neu festgelegt hat, werden mit vorliegender Note einige Personen neu bezeichnet, andere in ihrer Funktion und damit die aktuelle Delegation bestätigt.

Des WSAGR zählt darüber hinaus 4 Unterarbeitsgruppen, die nachstehend aufgeführt werden. Am 15. Dezember 2022 hatte die Regierung festgehalten, dass die durch die Regierung bezeichneten Mitglieder im WSAGR die Verteilung in den Arbeitsgruppen unter sich vornehmen, angesichts der Interessenschwerpunkte und der zeitlichen Einteilung der einzelnen Mitglieder und die Regierung hier keine direkte Entsendung mehr vorsieht.



### 3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine zusätzlichen Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

#### TOP 7: Erlass der Regierung zur Bestellung der Mitglieder des Förderausschusses

##### 1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Bestellung der Mitglieder des Förderausschusses.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

##### 2. Erläuterungen:

Der Förderausschuss wird in Fällen, in denen kein Einvernehmen über die Beantragung von sonderpädagogischem Förderbedarf oder über die Entscheidung bezüglich des Förderorts in der Förderkonferenz vorliegt, oder bei Beschwerden in Bezug auf gewisse Entscheidungen der Hausunterrichtskommission einberufen und trifft nach entsprechenden Konsultationen eine Entscheidung.

Zudem ist er zuständig für die Erteilung der in Artikel 4 Absatz 2 des Gesetzes vom 6. Juli 1970 über das Förderschulwesen und das integrierte Schulwesen vorgesehenen Abweichungsgenehmigung zur Verlängerung der Schulzeit.

Die Mitglieder des Förderausschusses und deren Ersatzmitglieder sind neben Mitarbeitern aus dem Ministerium, die die Funktion des Präsidenten und des Sekretariats übernehmen, ein Vertreter der Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben, ein Experte im Bereich Förderpädagogik, jeweils ein Vertreter des jeweiligen Schulträgers der Regelschule, die der Schüler, dessen Situation Grund des Einspruchs ist, besucht oder auf Wunsch der Eltern besuchen soll, und ein Vertreter des für die Pädagogik zuständigen Fachbereichs des Ministeriums.

Die Mitglieder und ihre Ersatzmitglieder werden für eine Dauer von vier Jahren bezeichnet.

Der Erlass der Regierung vom 3. März 2022 zur Bezeichnung der Mitglieder des Förderausschusses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 11. Dezember 2025, ist abgelaufen. Daher müssen die Mitglieder neu bestellt werden.

### 3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

#### TOP 9: Justizhaus und Strafvollzug Tätigkeitsbericht 2024-2025

##### 1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Tätigkeitsbericht 2024-2025 des Fachbereichs Justizhaus und Strafvollzug.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird beauftragt, den Tätigkeitsbericht im Parlament zu hinterlegen.

##### 2. Erläuterungen:

Der Tätigkeitsbericht 2024-2025 schildert einerseits die Entwicklungen in den verschiedenen Referaten im Laufe der Jahre 2024 und 2025, sowohl auf personeller als auch auf inhaltlicher Ebene. Die Entwicklungen in den operationellen Bereichen werden zudem durch Statistiken verdeutlicht.

Abschließend werden verschiedene referatsübergreifende Zusammenarbeiten vorgestellt, die während der Jahre 2024 und 2025 stattgefunden haben.

### 3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

#### TOP 10: Genehmigung der Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags über die Umsetzung eines Pilotprojektes zur Einführung eines KI-gestützten Kontrollsystems in einer beschützenden Werkstätte

##### 1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Beschluss zur Vergabe des öffentlichen Dienstleistungsauftrags über die Umsetzung eines Pilotprojektes zur Einführung eines KI-gestützten Kontrollsystems in einer beschützenden Werkstätte.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

##### 2. Erläuterungen:

Die DSL ist Projektpartner im Inclureg-Projekt der Großregion. Herzstück des Inclureg-Projekts sind die Pilotversuche, die in den jeweiligen Beschützenden Werkstätten umgesetzt werden und bei denen neue Arbeitspraktiken entwickelt und erprobt werden. Dazu gehört die Schaffung innovativer Arbeitsplätze mithilfe digitaler Technologien, die bestehende Tätigkeiten sinnvoll optimieren oder ersetzen. Gleichzeitig werden die Mitarbeitenden mit Beeinträchtigung in gemeinsamen Schulungen auf diese neuen Abläufe vorbereitet, sodass sie ihre beruflichen Kompetenzen weiterentwickeln und ihre Einsatzmöglichkeiten in den Werkstätten – und darüber hinaus – verbessern können.

Das Includereg-Projekt befindet sich derzeit in der Umsetzungsphase der Pilotprojekte. Aufgrund der allgemeinen Interreg-Projektbedingungen und des Umstandes, dass die finanziellen Mittel für die Pilotprojekte als „externe Kosten“ im Projektbudget der DSL eingetragen sind, ist die DSL als Projektpartner verpflichtet, diese Pilotprojekte öffentlich auszuschreiben, bevor sie an die Beschützenden Werkstätten vergeben werden können. Hintergrund ist, dass Leistungen, die nicht vom Projektpartner ausgeführt werden, sondern im Unterauftrag vergeben und abgerechnet werden, dem öffentlichen Vergaberecht unterliegen. Die Gewährung der EFRE-Kofinanzierung ist von der Einhaltung dieser Vorgehensweise abhängig.

Daraufhin wurde für das zweite Pilotprojekt am 27. April 2026 ein Lastenheft zur Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags über die Umsetzung eines Pilotprojektes zur Einführung eines KI-gestützten Kontrollsystems in einer beschützenden Werkstätte auf der „e-procurement“ Plattform veröffentlicht.

Es wurde ein Angebot fristgerecht eingereicht. Bieter ist die Beschützende Werkstätte Eupen und Umgebung VoG. Wie der Angebotsanalyse zu entnehmen ist, entspricht das Angebot den Anforderungen der Dienststelle sowie den Includereg-Projektvorgaben. Es erhält die volle Punktzahl bei der Auswertung der Bewertungskriterien (Anlage 4 Angebotsanalyse 64\_03.01.01).

Entsprechend schlägt die Dienststelle vor, den Zuschlag an den Bieter Beschützende Werkstätte Eupen und Umgebung VoG zu vergeben.

**3. Finanzielle Auswirkungen:**

Das Includereg-Projekt wird wie folgt im Zeitraum 01.04.2024 bis 31.03.2028 durch den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung (EFRE) kofinanziert:

Gesamt förderfähiges Budget	EFRE 60%	Beitrag DSL 40 %
802.605,20 € =	481.563,12 €	+ 321.042,08 €

Die Projektkosten setzen sich zusammen aus:

Personal	Büro	Spesen	Pilotprojekte in BW's	Vorber.
364.155 €	54.623 €	18.207 €	362.239 €	3.380 €

Das Includereg-Projektbudget für den Partner DSL beträgt 802.605,20€.

Um die im Antrag angefragten EFRE-Zuschüsse zu erhalten, müssen die mit den jeweiligen Aktivitäten verbundenen Nachweisdokumente (Leistungen) in der dafür vorgesehenen Datenbank eingereicht bzw. hinterlegt werden.

Im Projekt arbeiten 3 Mitarbeiter der DSL. Ihre Personalkosten werden über Stunden-Einheitskostensätze der EU geltend gemacht. Die Bürokosten (15 %) und Spesen (5%) werden abhängig von den Personalkosten prozentual ermittelt.

Die effektiven Kosten für die Pilotprojekte der BW's sind im Haushalt 2026 der DSL: Zuweisung 12.11 Funktionsbereich Projekte im Tätigkeitsprogramm „übergreifende Aufgaben“ zu 100 % vorgesehen und finanzieren sich auf der Einnahmenseite durch die EFRE Projektzuschüsse.

Vorbehaltlich einer Verlängerung sollen die Pilotprojekte bis März 2027 abgewickelt werden.

**90. Sitzung vom 04. Juni 2026**

**TOP 3: Genehmigung einer Konvention über eine nicht-institutionalisierte horizontale Zusammenarbeit im Sinne von Artikel 31 des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über öffentliche Aufträge zwischen der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Universität Lüttich im Bereich des belgischen Staats- und Verfassungsrechts**

**1. Beschlussfassung:**

Die Regierung genehmigt die Konvention über eine nicht-institutionalisierte horizontale Zusammenarbeit im Sinne von Artikel 31 des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über öffentliche Aufträge zwischen der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Universität Lüttich im Bereich des belgischen Staats- und Verfassungsrechts.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt

**2. Erläuterungen:**

2.1 Kontext

Die Deutschsprachige Gemeinschaft ist ein Gliedstaat, dessen Zuständigkeiten sich im Laufe der Zeit kontinuierlich weiterentwickelt und erweitert haben. Sie übt ihre Zuständigkeiten in kulturellen (Kulturerbe, Medien, Sport, Freizeitgestaltung, Sprache ...) sowie personenbezogenen Angelegenheiten (Familie, Gesundheit, Sozialhilfe, Justizhäuser, Seniorenpolitik, Jugendhilfe, Behindertenfürsorge, Justizwesen, ...) aus. Darüber hinaus ist sie für das Unterrichtswesen im Allgemeinen zuständig und übt gewisse Regionalbefugnisse aus (Denkmal- und Landschaftsschutz, Beschäftigungspolitik, Raumordnung, Wohnungswesen, Energie, lokale Behörden, Tourismus, künftig ggf. Umweltgenehmigungen).

Für den Bereich des belgischen Staats- und Verfassungsrechts ist es im besonderen institutionellen Kontext des belgischen Bundesstaates wichtig, über

vertiefte Analysen mit wissenschaftlichem und akademischem Ansatz verfügen zu können. Gerade in Fragen der Zuständigkeitsverteilung, der institutionellen Organisation, der Verfassungsmäßigkeit von geplanten Regeltexten oder der rechtlichen Einordnung neuer Zuständigkeitsentwicklungen besteht ein Bedarf an einer strukturierten und belastbaren wissenschaftlichen Begleitung.

Vor diesem Hintergrund war ursprünglich vorgesehen, die externe Rechtsberatung im Bereich Staats- und Verfassungsrecht im Rahmen eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags in Form einer Rahmenvereinbarung zu vergeben. Dieser Auftrag mit der Referenz 05.00-02/25.45 wurde jedoch nicht vergeben, da der einzige Bieter das im Lastenheft vorgeordnete Auswahlkriterium eines Doktorats in Rechtswissenschaften für den Hauptansprechpartner nicht erfüllte.

Um dennoch eine verlässliche und fachlich vertiefte Unterstützung in diesem Bereich sicherzustellen, wurde mit der Universität Lüttich eine Konvention über eine nicht-institutionalisierte horizontale Zusammenarbeit im Sinne von Artikel 31 des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über öffentliche Aufträge erarbeitet.

## 2.2 Gegenstand und Zielsetzung der Konvention

Die Konvention bezweckt die Einrichtung und Umsetzung einer wissenschaftlichen und administrativen Zusammenarbeit zwischen der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Universität Lüttich im Bereich des belgischen Staats- und Verfassungsrechts.

Diese Zusammenarbeit verfolgt insbesondere folgende Zielsetzungen: erstens die Förderung der Wahrnehmung der Aufgaben im öffentlichen Interesse durch die Deutschsprachige Gemeinschaft unter Beachtung der verfassungs- und institutionsrechtlichen Anforderungen, zweitens den Transfer universitärer Forschung und wissenschaftlicher Expertise in die öffentliche Verwaltung und drittens die gemeinsame Prüfung praktischer und grundsätzlicher Fragen des belgischen Staats- und Verfassungsrechts.

Die Zusammenarbeit kann sich namentlich auf allgemeine Stellungnahmen, wissenschaftliche Analysen, Kurzgutachten, Fallanalysen, Rechtsgutachten, Studien, thematische Synthesen, die juristische Prüfung von Entwürfen normativer Texte sowie auf gemeinsame Formate des Wissenstransfers und des fachlichen Austauschs beziehen.

Nicht zum Gegenstand der Konvention gehören hingegen die Unterstützung und Begleitung in laufenden Gerichtsverfahren, die Ausarbeitung von Verfahrensakten sowie jede gerichtliche oder außergerichtliche Vertretung der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

## 2.3 Beiträge der Parteien und praktische Umsetzung

Die Deutschsprachige Gemeinschaft bringt in die Zusammenarbeit ihre besondere Erfahrung als Gliedstaat Belgiens sowie die aus der Wahrnehmung ihrer Zuständigkeiten hervorgehenden staats- und verfassungsrechtlichen Fragestellungen ein. Sie identifiziert und priorisiert die zu behandelnden Fragen, übermittelt die erforderlichen Unterlagen und Kontextinformationen, wirkt an der Präzisierung des Prüfgegenstands mit, beteiligt sich gegebenenfalls an gemeinsamen Arbeits- und Abstimmungssitzungen, bewertet die praktische Tragweite der erarbeiteten Lösungsansätze und sorgt für den internen Wissenstransfer innerhalb ihrer Dienste.

Die Universität Lüttich bringt demgegenüber ihre wissenschaftliche und spezialisierte Expertise im belgischen Staats- und Verfassungsrecht ein. Sie wirkt an der gemeinsamen Definition und Strukturierung der Fragestellungen mit, analysiert allgemeine oder aktenbezogene Rechtsfragen, erstellt wissenschaftlich fundierte Gutachten, Analysen, Notizen, Synthesen oder Studien, prüft Entwürfe normativer Texte und beteiligt sich an Formaten des Wissenstransfers und des fachlichen Austauschs wie Fachgesprächen, internen Seminaren oder Vorträgen.

Die praktische Umsetzung erfolgt dadurch, dass die Deutschsprachige Gemeinschaft der Universität Lüttich punktuelle Anfragen zu konkreten oder allgemeinen Fragen des Staats- und Verfassungsrechts übermitteln kann. Diese Anfragen enthalten mindestens den Gegenstand der Analyse, gegebenenfalls die einzuhaltenden Fristen, die zu übermittelnden Unterlagen sowie den Dringlichkeitsgrad. Vor der inhaltlichen Bearbeitung können die Parteien Gegenstand, Umfang und Zielsetzung der Anfrage gemeinsam präzisieren, um den kooperativen Charakter der Zusammenarbeit sicherzustellen und eine sachgerechte Behandlung zu ermöglichen.

## **3. Finanzielle Auswirkungen:**

Die vorliegende Konvention sieht keine pauschale Vergütung und keine marktübliche Honorierung vor. Die von der Deutschsprachigen Gemeinschaft geleisteten Zahlungen dienen ausschließlich der Beteiligung an den tatsächlich von der Universität Lüttich getragenen Kosten, die für die Durchführung der Zusammenarbeit erforderlich sind.

Erstattungsfähig sind die Kosten des tatsächlich für die Zusammenarbeit eingesetzten akademischen, wissenschaftlichen oder administrativen Personals bis zu 200 EUR (ohne MwSt.) pro Stunde für den Einsatz eines Professors, 150 EUR (ohne MwSt.) pro Stunde für den Einsatz eines Doktoranden oder Assistenten sowie ein Zuschlag von 100 EUR (ohne MwSt.) für dringende Konsultationen. Darüber hinaus können die unmittelbar zurechenbaren Sach- und Betriebskosten sowie gegebenenfalls Reise- und sonstige Nebenkosten erstattet werden, sofern diese vorab vereinbart wurden oder nachträglich in nachvollziehbarer Weise gerechtfertigt sind.

Die Universität Lüttich übermittelt der Deutschsprachigen Gemeinschaft in den zwischen den Parteien vereinbarten Intervallen eine ausreichend detaillierte Kostenaufstellung. Diese enthält Angaben zu den bearbeiteten Dossiers oder Tätigkeiten, zu den eingesetzten personellen Ressourcen, zum aufgewendeten Zeitumfang oder zu anderen relevanten Kostenelementen sowie zu den angewandten Kostenansätzen. Die Zahlung erfolgt binnen 30 Tagen nach Eingang der ordnungsgemäßen Kostenaufstellung, vorbehaltlich der rechnerischen und sachlichen Überprüfung.

Eine vollumfängliche Einschätzung der finanziellen Auswirkungen ist zum jetzigen Zeitpunkt nicht möglich, da sowohl die Zahl der künftig zu behandelnden Anfragen als auch deren jeweilige Komplexität und Dringlichkeit derzeit nicht im Voraus bestimmt werden können.

Die entsprechenden Kosten sollen mit den verfügbaren Mitteln des OB 20 PR 00 Zw. 12.11 des Ausgabenhaushalts des betreffenden Haushaltsjahres bestritten werden.

**TOP 4: Beschluss zur Genehmigung eines Nachtrags zum öffentlichen Bauauftrag „Abriss und Wiederaufbau des Gebäudes Do des Zentrums ViDo“ in Burg Reuland**

**1. Beschlussfassung:**

Die Regierung genehmigt den Beschluss eines Nachtrags zum öffentlichen Bauauftrags Abriss und Wiederaufbau des Gebäudes Do des Zentrums ViDo in Burg Reuland, vergeben im offenen Verfahren.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen, wird mit der Durchführung des Beschlusses beauftragt.

**2. Erläuterungen:**

Die Regierung genehmigte mit dem Beschluss vom 26. Juni 2025 die Vergabe des öffentlichen Bauauftrags im offenen Verfahren betreffend „Abriss und Wiederaufbau des Gebäudes Do des Zentrums ViDo in Burg-Reuland“ (Ref: EXX/26.06.2025/OP/243)

Der Auftrag wurde dem Unternehmen Elsen AG zu einem ursprünglichen Auftragswert von 4.890.885,77€ ohne MwSt. erteilt. Der Beginn der Bauarbeiten erfolgte im Juli 2025.

Im Verlauf der Ausführung der Arbeiten hat sich gezeigt, dass verschiedene Anpassungen des ursprünglich vorgesehenen Leistungsumfangs erforderlich sind, um die ordnungsgemäße und technisch kohärente Fertigstellung des Bauvorhabens zu gewährleisten.

Die vorgesehenen Änderungen fallen unter die in Art. 38/4 des KE vom 14. Januar 2013 zur Festlegung der allgemeinen Ausführungsbestimmungen für öffentliche Aufträge vorgesehenen Regelung.

Diese Änderungen verändern den Gesamtcharakter des ursprünglichen Auftrags nicht. Der kumulierte Betrag der unter Artikel 38/4 fallenden Änderungen überschreitet nicht die gesetzlich zulässige Grenze von 15 % des ursprünglichen Auftragswertes für Bauaufträge.

Der vorliegende Nachtrag beläuft sich auf einen Gesamtbetrag von 231.346,12€ ohne Mehrwertsteuer, entsprechend 4,73% des ursprünglichen Auftragswertes.

Nach Genehmigung durch die Regierung kann der Nachtrag dem Auftragnehmer mitgeteilt und ausgeführt werden.

**3. Finanzielle Auswirkungen:**

Die Genehmigung des vorliegenden Nachtrags des Bauauftrags führt zu finanziellen Auswirkungen in Höhe von 231.346,12€ zzgl. Mehrwertsteuer.

Der Auftrag wird zu Lasten der Haushaltszuweisung 74.22 im Investitionshaushalt des Organisationsbereichs 00 im Programm 00 des Ausgabenhaushaltsplanes der DgG Gemeinschaftszentren abgewickelt.

**TOP 5: Vertreterdatenbank – Bestellung der Vertreter der Deutschsprachigen Gemeinschaft im Beratenden Ausschuss für Bioethik**

**1. Beschlussfassung:**

Die Regierung beschließt, folgende Vertreter im Beratenden Ausschuss für Bioethik zu bestellen:

Frau Petra Plumacher	Effektives Mitglied Geschäftsführerin des Palliativpflegeverbandes Ostbelgien (PPV)
Frau Josiane Fagnoul	Ersatzmitglied Geschäftsführerin der Deutschsprachigen Krankenpflegevereinigung in Belgien (KPVDB)
Herrn Guido Jost	Beratendes Mitglied / Beobachter der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

**2. Erläuterungen:**

In seinem Schreiben vom 12. Mai 2026 bittet Vize-Premierminister Frank Vandenbroucke darum, die Vertreter im Beratenden Ausschuss für Bioethik neu zu bestellen.

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft werden folgende Vertreter vorgeschlagen:

- Frau Petra Plumacher, Geschäftsführerin des PPV, als effektives Mitglied;
- Frau Josiane Fagnoul, Geschäftsführerin der KPVDB, als Ersatzmitglied sowie
- Herr Guido Jost als beratendes Mitglied/Beobachter der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

### 3. Finanzielle Auswirkungen:

Es ergeben sich keine finanziellen Auswirkungen.

## TOP 7: Prinzipbeschluss zur Bezeichnung einer „Nationalen Agentur“ im Rahmen der Umsetzung des europäischen Förderprogramms „Erasmus+“ in der Deutschsprachigen Gemeinschaft für den Förderzeitraum 2028-2034

### 1. Beschlussfassung:

Die Regierung beschließt im Rahmen der Umsetzung des europäischen Förderprogramms „Erasmus+“ in der Deutschsprachigen Gemeinschaft für den Förderzeitraum 2028-2034 eine Nationale Agentur zu bezeichnen, die die nach der geltenden Erasmus+-Verordnung erforderlichen Voraussetzungen erfüllt.

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien wird mit der Umsetzung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

### 2. Erläuterungen:

#### Nächster Förderzeitraum 2028-2034

Zum 1. Januar 2028 beginnt der neue Förderzeitraum des europäischen Förderprogramms „Erasmus+“ für die Zeitspanne 2028-2034. Das „Europäische Solidaritätskorps“ soll künftig nicht mehr als eigenständiges Programm geführt, sondern in Erasmus+ integriert werden. Eine formelle Übergabvereinbarung muss bis Mai 2027 erstellt und der Europäischen Kommission zur Stellungnahme vorgelegt werden.

Die Europäische Kommission wird die Fristen und Modalitäten zur Durchführung eines detaillierten Ex-Ante-Assessments, offiziellen Bezeichnung einer Nationalen Agentur sowie offiziellen Bezeichnung einer Nationalen Aufsichtsbehörde voraussichtlich im Laufe des Jahres 2027 veröffentlichen. Obwohl die Verhandlungen zur zukünftigen Erasmus+-Verordnung noch nicht abgeschlossen sind und bisher unklar ist, ob zum einen weiterhin mehrere Nationale Agenturen pro Mitgliedstaat zulässig sein werden und zum anderen wie die finanzielle Ausstattung im Rahmen der jährlichen Arbeitsprogramme sein wird, sind die Mitgliedstaaten dazu angehalten, alle notwendigen Vorbereitungen zu treffen. Die neue Struktur muss ab dem 1. Januar 2028 operativ sein.

Durch den vorliegenden Prinzipbeschluss bringt die Regierung - vorbehaltlich der definitiven Verab-

schiedung des neuen Förderprogramms "Erasmus+" durch die EU-Kommission, den Europäischen Rat und das Europäische Parlament und der darauffolgenden Ausgestaltung des Arbeitsprogramms durch die EU-Kommission - ihre grundsätzliche Bereitschaft zum Ausdruck, auch für den nächsten Förderzeitraum eine Nationale Agentur für die Deutschsprachige Gemeinschaft zu bezeichnen.

#### Jugendbüro

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat bislang die VoG Jugendbüro der Deutschsprachigen Gemeinschaft als Nationale Agentur (NA) mit der Umsetzung der europäischen Förderprogramme „Erasmus+“ (E+) und „Europäischer Solidaritätskorps“ (ESK) in der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezeichnet. Die anteilige Unterstützung dieser Funktion erfolgt über den laufenden Geschäftsführungsvertrag.

In Erwägung, dass:

- Einrichtungen aus den Bereichen Bildung und Sport sich qua Terminus nicht ausreichend von den Akquiseaktivitäten der Nationalen Agentur Jugendbüro angesprochen fühlen (siehe BiRD, Februar 2024: „End- und Zwischenevaluierung des Programms Erasmus+ 2014-2020 und 2021-2027 in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens“);
- die VoG Jugendbüro im Zuge der Reform des Dekrets vom 6. Dezember 2011 zur Förderung der Jugendarbeit im Januar 2023 von der Regierung mit der Trägerschaft der offenen Jugendarbeit in 7 von 9 Gemeinden beauftragt wurde, in dessen Folge sich die bislang in der offenen Jugendarbeit aktiven und im Rahmen der EU-Förderprogramme antragsberechtigten Kleinst-VoGs aufgelöst haben und der Mittelabruf im Jugendbereich des Erasmus+-Programms einen Einbruch verzeichnete, da die VoG Jugendbüro aufgrund ihrer Rolle als Nationale Agentur nicht als Antragssteller im Erasmus+ Programm fungieren und somit keine Fördermittel abrufen kann;
- der Abruf der europäischen Fördermittel aus E+ in der Deutschsprachigen Gemeinschaft und somit die Performance der Nationalen Agentur insgesamt gesteigert werden müsste und dies trotz der bisherigen Bemühungen des Jugendbüros als Nationale Agentur aufgrund der hierüber genannten Punkte nur bedingt (siehe Anlage) gelungen ist;
- die Weiterentwicklung der VoG zu einem Kompetenzzentrum im Bereich Jugendarbeit aufgrund ihres aktuellen breiten Aufgabenspektrums gehemmt zu sein scheint und eine Fokussierung auf den dekretalen Kernauftrag (s. Geschäftsführungsvertrag) und auf Aufgabenstellungen wie die Moderation von Organisationsanalysen und Selbstevaluierung, die Beratung von Verwaltungsräten

von Jugendeinrichtungen (strategisches Management, gesetzliche Bestimmungen, spezifische Fragen), die Unterstützung von Jugendeinrichtungen beim Finanzmanagement und im IT-Bereich angezeigt ist;

ist im Hinblick auf die neue Förderperiode und die sich damit einhergehenden Anforderungen eine Neuorganisation der nationalen Umsetzung erforderlich. Die Regierung beabsichtigt daher, ab 2028 eine neue Nationale Agentur zu bezeichnen.

Die Vorgaben zur Eignung und Arbeitsweise einer Nationalen Agentur ergeben sich aus der geltenden Erasmus+-Verordnung:

- besitzt Rechtspersönlichkeit oder ist Teil eines Trägers mit Rechtspersönlichkeit und unterliegt dem Recht des betreffenden Mitgliedsstaates;
- verfügt über die Verwaltungskapazität, das Personal und die Infrastruktur, die für eine zufriedenstellende Ausführung ihrer Aufgaben notwendig sind, sodass eine effiziente und wirksame Programmverwaltung und eine wirtschaftliche Ausführung der Unionsmittel gewährleistet sind;
- verfügt über die operativen und rechtlichen Mittel, um die auf Unionsebene festgelegten Bestimmungen für die Verwaltung, das Vertragsmanagement und die Haushaltsführung einzuhalten;
- bietet hinlängliche finanzielle Sicherheiten, die vorzugsweise von einer Behörde gestellt werden und die der Höhe der Unionsmittel entsprechen mit deren Verwaltung sie beauftragt wird.

Die konkrete organisatorische Ausgestaltung der künftigen Nationalen Agentur ist im weiteren Verfahren unter Berücksichtigung der europäischen Vorgaben, der institutionellen Rahmenbedingungen und der administrativen Erfordernisse zu klären.

#### Übergangsgewährleistung

Durch den vorliegenden Prinzipbeschluss wird sich die Förderung des Jugendbüros im Rahmen des Geschäftsführungsvertrags ab dem 1. Januar 2028 ausschließlich auf die ihr durch das Dekret vom 6. Dezember 2011 zur Förderung der Jugendarbeit zugeschriebene Funktion des Trägers der regionalen und mobilen Jugendarbeit beziehen.

Die ausschließlich auf die Programme E+ und ESK bezogenen Aktivitäten, Daten, Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Rechte und Pflichten müssen von der VoG Jugendbüro, deren Tätigkeit als Nationale Agentur zum 31. Dezember 2027 eingestellt wird, an die Neue Nationale Agentur übergeben werden. Ein entsprechender Passus zur Gewährleistung der Übergabe wird im Geschäftsführungsvertrag mittels Nachtrags vorgesehen.

### **3. Finanzielle Auswirkungen:**

Die VoG Jugendbüro der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- erhält für die Nationale Agentur 2026 von der Europäischen Kommission Funktionsmittel in Höhe von 380.273,65 EUR zur Administration der europäischen Förderprogramme E+ und ESK;
- erhält für die Nationale Agentur 2026 von der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft Funktionsmittel in Höhe von 384.883,90 EUR (50% der im Geschäftsführungsvertrag aufgeführten Gesamtpauschale zu Lasten des OB40 PR11 ZW33.12) zur Administration der europäischen Förderprogramme E+ und ESK;
- erhält für die Nationale Agentur von der Europäischen Kommission Funktionsmittel in Höhe von 28.075,55 EUR zur Umsetzung der Unterstützungsprogramme eTwinning, EPALe, YouthWiki, Europass, Eurodesk;
- beschäftigt für die Nationale Agentur aktuell 8,35 VZÄ, deren Personalkosten für das Jahr 2026 auf rund 880.000,00 EUR geschätzt werden;
- kann als geförderte Jugendeinrichtung für die Nationale Agentur Weiterbildungszuschüsse sowie Ausbildungs- & Ausrüstungszuschüsse beantragen.

Aufgrund der noch andauernden Verhandlungen der zukünftigen Erasmus+ Verordnung (2028-2034) auf europäischer Ebene und den noch ausstehenden innerbelgischen Budgetverhandlungen zur Verteilung der jährlichen Funktions- und Projektmittel auf die Nationalen Agenturen der drei Gemeinschaften, ist die Höhe der jährlichen europäischen Fördermittel für die neu zu gründende Nationale Agentur der Deutschsprachigen Gemeinschaft zum jetzigen Zeitpunkt noch nicht absehbar.

Für die kommende Förderperiode ist jedoch eine angemessene Kofinanzierung der Personal- und Funktionskosten einzuplanen.

Die Verwaltung empfiehlt, für die zukünftige Nationale Agentur ab 2028 eine Pauschale zur Kofinanzierung der Personal- und Funktionskosten in Höhe von mindestens 500.000,00 EUR mit der Option einer jährlichen prozentualen Erhöhung vorzusehen.

Diese Mittel übersteigen nicht die in der Finanzsimulation vorgesehenen Mittel, sondern entsprechen einer ersten realistischen Prognose hinsichtlich einer Aufteilung der aktuellen Fördermittel von Seiten der Deutschsprachigen Gemeinschaft an die VoG Jugendbüro der Deutschsprachigen Gemeinschaft in zukünftig zwei separate Dienstleister „Dienstleister offene und mobile Jugendarbeit“ (VoG Jugendbüro) sowie „Dienstleister Nationale Agentur“.

Für die neue Förderperiode (2028-2034) muss erneut ein externer Dienstleister als „Independent Audit Body“ bezeichnet und hierfür entsprechende Haushaltsmittel vorgesehen werden. Für die aktuelle Förderperiode beliefen sich die Mittel für das IAB auf 165.573,20 EUR (inkl. MwSt.) zu Lasten des OB40 PR11 ZW12.11.

## **TOP 8: Dekretvorentwurf zur Abänderung des Dekrets vom 13. November 2023 über die Jugendhilfe und den Jugendschutz**

### **1. Beschlussfassung:**

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Dekretvorentwurf zur Abänderung des Dekrets vom 13. November 2023 über die Jugendhilfe und den Jugendschutz.

Die Regierung beschließt, das Gutachten der Datenschutzbehörde zu beantragen.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 das Gutachten in einer 30-Tage-Frist zu beantragen.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

### **2. Erläuterungen:**

Der vorliegende Dekretvorentwurf dient in erster Linie der Anpassung des Dekrets vom 13. November 2023 über die Jugendhilfe und den Jugendschutz an das neue Strafgesetzbuch, das am 1. September 2026 in Kraft tritt.

In diesem Zusammenhang werden insbesondere die Verweise auf Straftatbestände, Strafmaße und strafrechtliche Begrifflichkeiten an die neue Terminologie und Systematik des Strafgesetzbuches angepasst. Dabei wurden die Rückmeldungen der Gerichtsbehörden sowie die durch den Terminologieausschuss festgelegten deutschen Begrifflichkeiten berücksichtigt.

Darüber hinaus werden verschiedene Bestimmungen des Dekrets präzisiert und an die praktische Anwendung angepasst. Ziel der vorgeschlagenen Änderungen ist es, bestehende Unklarheiten zu beseitigen, die Rechtssicherheit zu erhöhen sowie die Kohärenz und praktische Anwendbarkeit des Dekrets weiter zu verbessern.

Ein wesentlicher Schwerpunkt des Vorentwurfs betrifft die klarere systematische Trennung zwischen stationären Betreuungsmaßnahmen und stationären Behandlungsmaßnahmen. Zu diesem Zweck werden mit den neuen Artikeln 45.1 und 82.1 eigenständige Artikel für stationäre Behandlungen im Rahmen der Jugendhilfe und des Jugendschutzes geschaffen. Gleichzeitig werden die bestehenden Artikel 45 und 82 auf stationäre Betreuungsmaßnahmen beschränkt.

Die vorgeschlagenen Bestimmungen tragen zugleich den Entwicklungen im Bereich der psychischen Gesundheit Minderjähriger Rechnung. Dabei wurde berücksichtigt, dass stationäre therapeutische Maßnahmen in der Praxis nicht ausschließlich bei eindeutig diagnostizierten psychiatrischen Erkrankungen erforderlich sein können, sondern auch bei erheblichen psychischen, psychiatrischen oder verhaltensbezogenen Schwierigkeiten, die das Kindeswohl oder die Sicherheit gefährden. Gleichzeitig bleiben solche Maßnahmen an strenge Voraussetzungen sowie an eine gerichtliche Kontrolle gebunden.

Darüber hinaus werden die Bestimmungen über stationäre Maßnahmen teilweise präzisiert und sprachlich überarbeitet, um missverständliche Auslegungen in der Praxis zu vermeiden. In diesem Zusammenhang wird insbesondere klargestellt, unter welchen Voraussetzungen bestimmte bereits bestehende stationäre Betreuungsmaßnahmen auch gegenüber Jugendlichen angeordnet werden können, die zum Zeitpunkt der Jugendstraftat mindestens zwölf Jahre, aber jünger als vierzehn Jahre alt sind. Inhaltlich werden hierbei keine neuen Maßnahmen geschaffen.

Zudem entfällt im Bereich der Jugendhilfe die bisherige Altersgrenze von vierzehn Jahren für bestimmte stationäre Betreuungsmaßnahmen, um eine kohärente Regelung mit den bestehenden Betreuungs- und Behandlungsangeboten sicherzustellen.

Darüber hinaus werden die Vertraulichkeitsregelungen im Vermittlungsverfahren sowie die Bestimmungen über die Verwendung von Verwaltungsdokumenten präzisiert. Ziel dieser Anpassungen ist es insbesondere, den sensiblen Charakter der Akten der Jugendhilfe und des Jugendschutzes zu schützen, eine zweckfremde Verwendung personenbezogener Informationen zu verhindern und das notwendige Vertrauensverhältnis zwischen den betroffenen Personen und den Diensten der Jugendhilfe und des Jugendschutzes zu sichern.

Ferner werden einzelne Bestimmungen an die bestehende Verwaltungspraxis angepasst. Dies betrifft insbesondere die ausdrückliche Möglichkeit für den Prokurator des Königs, Sozialuntersuchungen in Auftrag zu geben.

Zudem werden die Strafbestimmungen des Dekrets an die neue Systematik des Strafgesetzbuches angepasst. Gleichzeitig wird die bisherige Strafbestimmung gegenüber Erziehungsberechtigten aufgehoben. Im Rahmen der einvernehmlichen Jugendhilfe setzt die Umsetzung von Hilfsmaßnahmen die Mitwirkung der Betroffenen voraus. Fehlt diese Mitwirkung und liegt eine Gefährdung des Kindes vor, kann die Situation an die gerichtliche Jugendhilfe weitergeleitet werden. Im Rahmen gerichtlicher Maßnahmen obliegt die weitere Durchsetzung dem Jugendgericht, sodass eine zusätzliche strafrechtliche Sanktionierung fehlender Kooperation nicht erforderlich erscheint.

Schließlich enthält der Vorentwurf Übergangsbestimmungen zur Sicherstellung der Kontinuität zwischen dem bisherigen und neuen Strafgesetzbuch sowie technische Anpassungen anderer Gesetzesbestimmungen infolge der Übernahme jugendschutzrechtlicher Bestimmungen in das Dekret vom 13. November 2023 über die Jugendhilfe und den Jugendschutz.

Das Dekret soll am 1. Oktober 2026 in Kraft treten, um eine kohärente Anwendung der relevanten Bestimmungen des neuen Strafgesetzbuches sicherzustellen. Die Artikel 19 und 20 treten rückwirkend zum 13. November 2023 in Kraft, um die Kohärenz mit dem Inkrafttreten des Dekrets über die Jugendhilfe und den Jugendschutz sicherzustellen.

### 3. Finanzielle Auswirkungen:

Der Dekretvorentwurf führt nicht zu neuen Ausgaben für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

Artikel 14 führt jedoch eine Frist von fünf Jahren für die Beantragung der Auszahlung finanzieller Unterstützungen gemäß Artikel 114 des Dekrets ein. Dadurch werden zeitlich unbegrenzte offene Ansprüche vermieden und die Rechtssicherheit sowie die administrative Planbarkeit verbessert.

Es ist davon auszugehen, dass diese Maßnahme langfristig zu einer begrenzten Verringerung potenzieller Ausgaben führen kann. Eine konkrete Bezeichnung der finanziellen Auswirkungen ist jedoch nicht möglich.



Mitteilung vom 16.06.2026

### Réforme des pensions 2026 : diminution des pensions moyennes et augmentation de l'écart entre hommes et femmes en vue

Le Conseil de l'Égalité des Chances entre les Hommes et les Femmes a analysé plusieurs mesures de la réforme des pensions publiée au Moniteur belge le 1er juin 2026 (Avis 179) à la lumière du dernier rapport du Bureau fédéral du Plan qui évalue leurs effets sur le niveau des moyennes de pension et sur l'écart des pensions entre hommes et femmes. Le BFP observe que, globalement, l'écart augmentera à long terme, mais aussi dès 2027. Pour le Conseil, ces constats confirment que la réforme, loin de réduire les inégalités, augmentera au contraire durablement l'écart de pension entre les femmes et les hommes.

### PortAware arme le personnel portuaire et maritime contre les ingérences criminelles

Le 16 juin, le SPF Mobilité et Transports et le Commissariat national « drogue » ont lancé PortAware. L'objectif est de renforcer ainsi la résilience des collaborateurs face aux ingérences criminelles tant sur les navires que dans les installations portuaires. Depuis que la sécurisation physique devient de plus en plus efficace, les criminels tendent à présent de s'en prendre au personnel pour vaquer à leurs activités criminelles.

### Résultats de l'adjudication de certificats de Trésorerie du 16 juin 2026

Communiqué de presse de l'Agence fédérale de la Dette

L'Agence fédérale de la Dette communique qu'elle a accepté les offres à l'adjudication de certificats de Trésorerie de ce jour pour un montant total de EUR 3.096 milliards. Ce montant est réparti sur les lignes de la façon suivante :

ISIN Code : BE0312816888 - 10/09/2026  
Montant accepté (EUR milliards) : 1.671  
Rend. moyen pondéré: 2.339%  
Bid-to-cover ratio : 1.43

ISIN Code : BE0312817894 - 15/10/2026  
Montant accepté (EUR milliards) : 1.425  
Rend. moyen pondéré: 2.373%  
Bid-to-cover ratio : 1.59

Pour plus de détails, voir les pages Refinitiv BELG/TC ou Bloomberg BEDA - TC Auctions - Results.

### Droit de douane temporaire de 3 euros sur les petits colis provenant de pays hors UE

Liège Airport – 16 juin 2026 La Commission européenne introduit un droit de douane temporaire pour les envois e-commerce provenant de pays situés en dehors de l'Union européenne. Il s'agit d'un montant fixe de 3 euros par catégorie de produit pour les envois d'une valeur jusqu'à 150 euros. La mesure entrera en vigueur le 1er juillet 2026 et s'appliquera jusqu'au 1er juillet 2028.

Mitteilung vom 15.06.2026

### 100 ans de rail, immortalisé dans le métal

Le SPF Finances présente une pièce belge de 2 euros en l'honneur du centenaire de la SNCB

### Appel à projets pour soutenir la responsabilité sociétale des entreprises

Bruxelles, le 15 juin 2026 – L'Institut fédéral pour le développement durable (IFDD) lance un appel à

projets visant à soutenir les entreprises et organisations soucieuses d'évaluer l'impact de leurs activités tout au long de leur chaîne de valeur.

### **Chômage, pensions, incapacité de travail : l'IFDH met en garde contre un recul injustifié des droits sociaux**

L'Institut fédéral des droits humains (IFDH) publie aujourd'hui son rapport annuel. Chargé de veiller au respect des droits humains en Belgique, l'IFDH constate que les récentes réformes du chômage, des pensions et de la réintégration au travail des malades de longue durée risquent de porter sérieusement atteinte aux droits fondamentaux de centaines de milliers de personnes.

Mitteilung vom 13.06.2026

### **Conseil des ministres du 12 juin 2026**

Le Conseil des ministres a eu lieu selon la procédure électronique le vendredi 12 juin 2026, sous la présidence du Premier ministre Bart De Wever.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

#### **Nomination d'une administratrice générale adjointe à la Banque-Carrefour de la sécurité sociale**

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant attribution de la fonction de management d'administrateur général adjoint à la Banque-Carrefour de la sécurité sociale.

#### **Marchés publics pour la Défense**

Sur proposition du ministre de la Défense Theo Francken, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation de deux marchés publics pour la Défense.

#### **Marché public pour l'entretien des installations techniques du complexe pénitentiaire de Bruges**

Sur proposition de la ministre chargée de la gestion immobilière de l'Etat Vanessa Matz, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public relatif à un nouveau contrat d'entretien des installations techniques (HVAC, gaz médicaux, installations sanitaires et électricité) du Complexe pénitentiaire de Bruges.

#### **Modification de la réglementation relative à la rémunération des titulaires de droits pour reprographie**

Sur proposition du ministre de l'Economie David Clarinval, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal modifiant la réglementation

relative à la rémunération des auteurs pour reprographie et relative à la rémunération des éditeurs pour la reproduction sur papier ou sur un support similaire de leurs éditions sur papier.

#### **Procédures uniformes de contrôle pour le transport de marchandises dangereuses par route**

Sur proposition du ministre de l'Economie David Clarinval, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal visant à introduire des procédures uniformes de contrôle en ce qui concerne les transports de marchandises dangereuses par route.

#### **Modifications concernant le Fonds amiante**

Le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi modifiant la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 afin d'améliorer le fonctionnement et le financement du Fonds amiante, ainsi que de renforcer les droits des victimes, compte tenu des évolutions aussi bien sur le plan juridique que social.

#### **Nouveau Code pénal : harmonisation du régime des antécédents des acteurs des SAC**

Sur proposition du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur Bernard Quintin, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal modifiant deux arrêtés royaux destinés à modifier la formulation du régime des antécédents applicables aux acteurs des sanctions administratives communales (SAC), conformément aux dispositions du nouveau Code pénal.

#### **Plan social climat : mesure fédérale pour les microentreprises vulnérables**

Dans le cadre du Plan social climat, le Conseil des ministres a approuvé une mesure fédérale de soutien aux micro-entreprises vulnérables.

#### **Exceptions relatives à l'utilisation de brouilleurs anti-drone**

Sur proposition de la ministre de l'Action et de la Modernisation publiques Vanessa Matz, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi concernant l'utilisation de brouilleurs ou « jammers » contre les drones malveillants.

#### **Programme Single Digital Gateway : point sur le respect et la mise en œuvre**

Sur proposition de la ministre chargée du Numérique Vanessa Matz, le Conseil des ministres a pris connaissance du suivi du respect de la Belgique du règlement (UE) 2018/1724 établissant un portail numérique unique (« Single Digital Gateway » ou SDG).

## **Asile et Migration : état de la situation Code de la migration et modifications relatives aux citoyens de l'Union demandeurs d'emploi et aux regroupements familiaux**

Sur proposition de la ministre de l'Asile et la Migration Anneleen Van Bossuyt, le Conseil des ministres a pris acte du calendrier proposé pour le Code de la migration. En outre, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi apportant diverses modifications concernant les citoyens de l'Union demandeurs d'emploi et les regroupements familiaux.

Mitteilung vom 12.06.2026

## **Transformation publique : l'administration fédérale renforce sa capacité d'innovation**

L'administration fédérale belge poursuit sa modernisation. Le défi n'est plus de prouver qu'elle peut innover, mais de renforcer les conditions qui permettent à l'innovation de produire un impact durable. À l'occasion du Federal Innovation Award 2026, le SPF Stratégie et Appui (SPF BOSA), par l'intermédiaire de son laboratoire d'innovation (Nido), a récompensé les projets, les managers et les organisations qui contribuent à faire évoluer le service public et à renforcer sa capacité d'adaptation face aux défis de demain. La cérémonie s'est déroulée à Bruxelles en présence de représentants des administrations fédérales, du monde académique et de l'innovation publique.

## **Journée internationale contre le travail des enfants : la Toolbox Business & Human Rights aide les entreprises à mieux appréhender les risques liés aux droits humains**

À l'occasion de la Journée mondiale contre le travail des enfants, l'Institut fédéral pour le développement durable (IFDD) remet en évidence la boîte à outils « Business & Human Rights ». Cette plateforme de connaissance en ligne aide les entreprises belges à intégrer les droits humains, notamment la lutte contre le travail des enfants, dans leurs activités et dans leur chaîne de valeur.

Mitteilung vom 11.06.2026

## **Les paillettes microplastiques continuent de circuler malgré leur interdiction : le SPF Santé publique lance une campagne**

Les récentes inspections menées par le SPF Santé publique montrent que des paillettes en plastique sont encore régulièrement présentes dans des jouets, des kits de bricolage et du matériel de décoration. Afin de mieux faire connaître au grand public le problème des microplastiques et de partager des conseils pratiques pour en limiter la dispersion, le service public fédéral lance une campagne de sensibilisation.

## **Belgische Nationalbank**

### **Positive Wachstumsraten für belgische Ausfuhr, Einfuhr noch immer im negativen Bereich**

15 Juni 2026 - 11:00

Die belgische Ausfuhr stützt sich auf die starken Zahlen des Diamantensektors, der Transportmittel und mineralischer Erzeugnisse. Gleichzeitig hat der Krieg mit Iran einen negativen Effekt auf den Handel mit dem Nahen Osten. Die Ausfuhr nach Israel, die Vereinigten Arabischen Emirate, Saudi-Arabien und Iran ist durchschnittlich um 17 % gesunken. ... [weiter lesen](#) (fr)

### **Croissance modérée et augmentation du déficit budgétaire : la Belgique reste aux prises avec ses finances publiques**

12 juin 2026 - 13:00

Selon les dernières projections économiques de la Banque nationale de Belgique (BNB), la guerre en Iran provoque un choc temporaire sur l'économie belge. L'inflation totale s'accroîtrait pour atteindre 3,4 % en moyenne en 2026, principalement en raison de la remontée des cours du pétrole. Elle reviendrait graduellement à 2 % en 2028. La croissance du PIB reculerait provisoirement à 0,6 % en 2026, contre 1 % l'année dernière, mais repartirait à la hausse pour ressortir à 1,3 % en 2028. Selon nos prévisions, le déficit budgétaire continuerait de se creuser d'ici 2028, alimenté par l'alourdissement des charges d'intérêts. L'incidence des importantes mesures d'aussai-nissement adoptées serait largement contrebalancée par la progression des dépenses liées au vieillissement et à la défense et la baisse des recettes. ... [lire plus](#)

### **Geldpolitische Beschlüsse - Juni 2026**

11 Juni 2026 - 14:30

Der EZB-Rat ist fest entschlossen, seine Geldpolitik so auszurichten, dass sich die Inflation auf mittlere Frist beim Zielwert von 2 % stabilisiert. Im Einklang damit hat er heute beschlossen, die drei Leitzinssätze der EZB um jeweils 25 Basispunkte anzuheben. Durch den Krieg im Nahen Osten entsteht Druck auf die Inflation. Der Beschluss zur Zinsanhebung ist robust gegenüber einer Bandbreite von Szenarien, die aufzeigen, wie sich der Schock entwickeln und auf die mittelfristigen Aussichten für den Euroraum auswirken könnte. ... [weiter lesen](#)



## Vlaamse Regering

### Ministerraad van 12 juni 2026

- EK jumping 2027 in Waregem: kwalificatie als topevenement, subsidieovereenkomst en projectsubsidie
- Verdrag Raad van Europa over coproductie van audiovisuele werken in de vorm van series: voorontwerp van instemmingsdecreet
- Antwerp/Flanders Port Training Center vzw (APEC): subsidie voor beurzen studenten partnerlanden
- Functiebeschrijving en aanvraag herweging functie administrateur-generaal Agentschap Justitie en Handhaving
- Wijziging regelgeving over dierenwelzijn: afstemming op Vlaamse Codex Dierenwelzijn
- Wijziging besluit organisatie arbeidsbemiddeling en beroepsopleiding: verweerprocedure controledienst
- Wijziging organisatie arbeidsbemiddeling en beroepsopleiding: vergoedingen cursisten in het kader van competentieontwikkeling
- Overheidsdiensten onderwijs: voorontwerp van decreet verwerking persoonsgegevens kinderen, leerlingen, internen, ouders en onderwijspersoneel
- Wijzigingsbesluit personeel onderwijs: loopbaanonderbreking voor mantelzorg en lerarenbonus
- Wijziging Jeugddelinquentiedecreet: harmonisatie in functie van nieuw Strafwetboek
- Raadgevend Comité voor Bio-ethiek: benoeming (plaatsvervangende) leden en vertegenwoordiger Vlaamse Gemeenschap
- Samenstelling en werking Comité van toezicht op de Handhaving in de Kinderopvang
- Lokaal hefboomproject Natte Natuur in het kader van gebiedsontwikkeling: bijkomende verlenging uitvoeringstermijn 'Landschapspark Burchtdam Ninove'
- Wijziging VLAREM III: omzetting van de BBT-conclusies voor smederijen en gieterijen
- Omgevingsvergunningen: hervorming bevoegdheidsverdeling Vlaamse en provinciale projecten
- Wijziging decreet over duurzaam beheer van materiaalkringlopen en afvalstoffen (Materialendecreet): verwerking persoonsgegevens
- Permanente Commissie van Toezicht op de Scheldevaart: benoeming commissarissen
- Ontwerpdecreet over aangepast vervoer voor personen met een mobiliteitsbeperking
- Actualisatie tarieven openbaar personenvervoer over het water via DeWaterbus
- Wijziging decreet erkenning en subsidiëring georganiseerde sportsector: subsidiëring multisportfederatie en beleidsfocussen kansengroepen, innovatie en professionalisering van het trainersbeleid
- Controle op het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg
- Implementatie Europese regelgeving over transparante politieke reclame, mediavrijheid en artificiële intelligentie (AI): wijziging decreet radio-omroep en televisie
- Bekrachtiging en afkondiging decreet over beloningstransparantie en maatregelen voor een gelijke beloning
- Bekrachtiging en afkondiging wijzigingsdecreet Invoeren intelligente vervoerssystemen wegvervoer en voor interfaces met andere vervoerswijzen
- Mededelingen



## Gouvernement de Wallonie

### Mitteilung vom 11.06.2026

#### Wallonie Entreprendre : Amaury Bertholomé désigné à la tête du Comité de direction

À la suite de la décision du Gouvernement wallon et sur proposition du Conseil d'administration de Wallonie Entreprendre, Monsieur Amaury Bertholomé a été désigné Président du Comité de direction de Wallonie Entreprendre. ... [lire plus](#)

#### Développement durable : la Wallonie mise sur 12 projets structurants

Avec près de 7,4 millions d'euros mobilisés jusqu'en 2030, le Gouvernement entend soutenir dans la durée des initiatives concrètes, collectives et à fort impact sur le terrain. 12 lauréats ont été sélectionnés à cet effet via l'appel à projets « Agir ensemble pour une Wallonie durable ! » ... [lire plus](#)

#### Petite enfance : lancement d'une expérience pilote de mini-accueils pour créer près de 350 nouvelles places en Wallonie

Face au manque de places d'accueil et aux fragilités structurelles du secteur, la Ministre wallonne et de la Fédération Wallonie Bruxelles pour la Petite Enfance, Valérie Lescrenier, a proposé au gouvernement conjoint de ce jeudi 11 juin, un appel à projets conjoint entre l'ONE et le SPW Intérieur et Action sociale afin d'expérimenter un nouveau modèle de lieu d'accueil : les mini-accueils. Cette expérience pilote vise la création de près de 350 nouvelles places d'accueil d'ici fin 2028 en Wallonie.

Une extension du dispositif au territoire de la Région de Bruxelles-Capitale est également possible, sans préjuger de la position que le Gouvernement bruxellois sera amené à prendre. ... [lire plus](#)

---

# Verfassungsgerichtshof



## Aktuelle Vorabentscheidungsfragen

### **Vorabentscheidungsfrage 8657** **Anspruch auf Familienleistungen während der Regularisierungsprozedur**

#### 1. Hintergrund

Die Klägerin stellte am 21. Januar 2017 für sich und ihre Kinder einen Regularisierungsantrag aus humanitären Gründen, dessen Bearbeitung noch nicht abgeschlossen ist.

Am 10. April 2025 stellte sie einen Antrag auf Kindergeld, der durch Verwaltungsentscheidung vom 18. April 2025 in Anwendung von Artikel 6 Absatz 2 des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 23. April 2018 über die Familienleistungen abgelehnt wurde, da ihr Aufenthalt bislang weder für einen verpflichtenden Mindestzeitraum (drei Monate) gestattet noch erlaubt wurde und da die seit 2017 andauernde Regularisierungsprozedur weder ein (auch nur provisorisches) Aufenthaltsrecht noch einen entsprechenden Aufenthaltsanspruch generiert.

#### 2. Klage

Die Klage zielt im Wesentlichen darauf ab, die vorgenannte Verwaltungsentscheidung aufzuheben und der Klägerin das Recht auf Kindergeld zu gewähren.

#### 3. Vorabentscheidungsfrage

In ihrem kontradiktorischen Zwischenurteil vom 26. März 2026 wirft die erste Kammer des Arbeitsgerichts Eupen die Frage auf, ob Artikel 6 Absatz 2 des Dekrets vom 23. April 2018 über die Familienleistungen, der die Grundlage der angefochtenen Verwaltungsentscheidung bildet, gegen die Artikel 10, 11, 22bis und 23 der belgischen Verfassung verstößt, gelesen in Verbindung mit den Artikeln 23 und 27 der Konvention vom 20. November 1989 über die Rechte des Kindes, genehmigt in Belgien durch Gesetz vom 25. November 1991, sowie mit Artikel 24 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union vom 12. Dezember 2007. Die Problematik ergibt sich daraus, dass diese Bestimmung Kindern, deren Eltern sich in einer lang andauernden Regularisierungsprozedur aus humanitären Gründen in Anwendung von Artikel 9bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 befinden, das Recht auf Kindergeld verweigert wird, solange die Regularisierungsprozedur andauert, während Kin-

dern ausländischer Nationalität, die sich aus anderen Gründen auf dem Gebiet des Königreichs Belgien befinden, dieses Recht gewährt wird.

Vor ihrer Entscheidung legt die erste Kammer des Arbeitsgerichts Eupen dem Verfassungsgerichtshof die entsprechende Vorabentscheidungsfrage vor.

---

Weiterführende Informationen finden Sie [hier](#).  
Bei Fragen wenden Sie sich gerne an [juristische-expertise@staff.pdg.be](mailto:juristische-expertise@staff.pdg.be).

---

# Belgisches Staatsblatt



## N. 126 vom 10. Juni 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft  
4. Dezember 2025 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung**, S. [31277](#).

## N. 128 vom 12. Juni 2026 (s. Anlage)

Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale  
25 MAI 2026. — **Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 24 novembre 2025, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, en exécution de la convention collective de travail n° 180 du 21 octobre 2025 du Conseil national du Travail, fixant, du 1er janvier 2028 au 30 juin 2029, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière**, p. [31801](#).

Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale  
25 MAI 2026. — **Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 19 novembre 2025, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative à l'application de la convention collective de travail n° 179 du Conseil national du Travail du 21 octobre 2025 fixant pour la période allant du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2027, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière, pour les travailleurs qui ont une carrière longue, qui exercent un métier lourd ou qui sont occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration**, p. [31809](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft  
1. Juni 2026 - **Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 1. März 2021 über die Mediendienste und die Kinovorstellungen und des**

**Dekrets vom 27. Juni 1986 über das Belgische Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft**, S. [31877](#).

## N. 129 vom 15. Juni 2026 (s. Anlage)

Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale  
25 MAI 2026. — **Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 24 novembre 2025, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, en exécution de la convention collective de travail n° 179 du 21 octobre 2025 du Conseil national du Travail, fixant, du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2027, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière**, p. [32035](#).

Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale  
25 MAI 2026. — **Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 18 décembre 2025, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative à la modification et complémentation de la convention collective de travail du 6 juillet 2004 relative à la création du fonds de sécurité d'existence « Fonds social I.S.A.J.H. »**, p. [32055](#).

---

## Deutsche Übersetzungen

### N. 127 vom 11. Juni 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres  
12. Mai 2024 - **Gesetz zur Abänderung des Gesetzes vom 11. April 1994 über die Öffentlichkeit der Verwaltung und zur Aufhebung des Gesetzes vom 12. November 1997 über die Öffentlichkeit der Verwaltung in den Provinzen und Gemeinden** - Deutsche Übersetzung, S. [31498](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres  
16. Mai 2024 - **Gesetz über die Befugnisse der Mitglieder der Europäischen Grenz- und Küstenwache im nationalen Hoheitsgebiet** - Deutsche Übersetzung, S. [31501](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres  
8. Februar 2026 - **Gesetz zur Festlegung verschiedener technischer und dringender Bestimmungen** - Deutsche Übersetzung von Auszügen, S. [31503](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres  
10. Februar 2026 - **Gesetz zur Abänderung des Gesetzes über die öffentlichen Aufträge hinsichtlich besonderer Maßnahmen in Bezug auf öffentliche Aufträge für grenzüberschreitende Vorhaben im Zusammenhang mit dem trans-europäischen Verkehrsnetz** - Deutsche Übersetzung, S. [31504](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Wirtschaft, K.M.B., Mittelstand und Energie  
20. Juli 2023 - **Gesetz zur Abänderung des Gesetzes vom 13. Juni 2005 über die elektronische Kommunikation im Hinblick auf die Teilm Umsetzung der Richtlinie (EU) 2019/882 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. April 2019 über die Barrierefreiheitsanforderungen für Produkte und Dienstleistungen** - Deutsche Übersetzung, S. [31509](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres  
12. Mai 2024 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 6. Juli 2013 zur Festlegung der in Fußballstadien einzuhaltenden Sicherheitsnormen** - Deutsche Übersetzung, S. [31623](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres  
16. Juni 2024 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 24. September 2015 über die Grundausbildung der Mitglieder des Personals im einfachen Dienst der Polizeidienste** - Deutsche Übersetzung, S. [31625](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Finanzen  
1. Oktober 2024 - **Königlicher Erlass zur Einbeziehung der Überschwemmungen, die sich vom 14. bis 16. Juli 2021 und am 24. Juli 2021 ereignet haben, in den Anwendungsbereich von Artikel 2759/1 des Einkommensteuergesetzbuches 1992** - Deutsche Übersetzung, S. [31626](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Wirtschaft, K.M.B., Mittelstand und Energie  
17. Mai 2006 - **Königlicher Erlass zur Einführung einer allgemeinen Regelung über Vergütungen und Entschädigungen, die den Interviewern bewilligt werden, die mit der Durchführung der von der Generaldirektion Statistik - Statistics Belgium organisierten Erhebungen beauftragt sind** - Inoffizielle Koordination in deutscher Sprache, S. [31629](#).

## N. 128 vom 12. Juni 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Finanzen  
13. November 2022 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 11. November 2019 über die Beantragung von Hypothekenauskünften durch Notare und registrierte Nutzer und ihre Erteilung durch die Generalverwaltung Vermögensdokumentation** - Deutsche Übersetzung, S. [31834](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Finanzen  
1. Oktober 2023 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 10. Oktober 1979 im Hinblick auf die Bestimmung des Friedensrichters, der im Rahmen des Verfahrens zum Widerspruch gegen das Katastereinkommen eines im Ausland gelegenen unbeweglichen Gutes für die Bestellung der Schiedsrichter zuständig ist** - Deutsche Übersetzung, S. [31836](#).

---

## MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/000270]

## 4. DEZEMBER 2025 — Erlass der Regierung zur Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des dekretalen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, Artikel D.IV.22 Absatz 1 Nummer 2;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 1. Juli 2025;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 10. Juli 2025;

Aufgrund des Gutachtens des Beirats für Raumordnung vom 7. Oktober 2025;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 78.368/4 des Staatsrates, das am 19. November 2025 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 abgegeben wurde;

Auf Vorschlag des für die Raumordnung zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt

**Artikel 1** - Artikel R.IV.22-2 Absatz 1 Nummer 17 des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 19. Dezember 2019, wird wie folgt ersetzt:

„17. ein Lehr- und Forschungsstandort für Hochschulen und Forschungseinrichtungen.“

**Art. 2** - Vorliegender Erlass tritt am 1. Januar 2026 in Kraft.

**Art. 3** - Der für die Raumordnung zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 4. Dezember 2025

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,  
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen  
O. PAASCH

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2026/200567]

25 MEI 2026. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 24 november 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 180 van 21 oktober 2025 van de Nationale Arbeidsraad tot vaststelling, voor de periode van 1 januari 2028 tot 30 juni 2029, van het interprofessioneel kader voor de aanpassing naar 55 jaar van de leeftijdsgrens wat de toegang tot het recht op uitkeringen voor een landingsbaan betreft (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2026/200567]

25 MAI 2026. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 24 novembre 2025, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, en exécution de la convention collective de travail n° 180 du 21 octobre 2025 du Conseil national du Travail, fixant, du 1<sup>er</sup> janvier 2028 au 30 juin 2029, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij:

**Artikel 1.** Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 24 november 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 180 van 21 oktober 2025 van de Nationale Arbeidsraad tot vaststelling, voor de periode van 1 januari 2028 tot 30 juni 2029, van het interprofessioneel kader voor de aanpassing naar 55 jaar van de leeftijdsgrens wat de toegang tot het recht op uitkeringen voor een landingsbaan betreft.

**Art. 2.** De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 mei 2026.

FILIP

Van Koningswege:  
De Minister van Werk,  
D. CLARINVAL

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad*:  
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Vu la demande de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 24 novembre 2025, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, en exécution de la convention collective de travail n° 180 du 21 octobre 2025 du Conseil national du Travail, fixant, du 1<sup>er</sup> janvier 2028 au 30 juin 2029, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière.

**Art. 2.** Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 mai 2026.

PHILIPPE

Par le Roi :  
Le Ministre de l'Emploi,  
D. CLARINVAL

Note

(1) Référence au *Moniteur belge*:  
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2026/200582]

25 MEI 2026. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 november 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap, betreffende de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 179 van 21 oktober 2025, gesloten in de Nationale Arbeidsraad tot vaststelling, voor de periode van 1 januari 2026 tot en met 31 december 2027, van het interprofessioneel kader voor de aanpassing van de leeftijdsgrens naar 55 jaar, voor wat de toegang tot het recht op uitkeringen voor een landingsbaan betreft, voor werknemers met een lange loopbaan, zwaar beroep of uit een onderneming in moeilijkheden of herstructurering (1)

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij:

**Artikel 1.** Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 19 november 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap, betreffende de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 179 van 21 oktober 2025, gesloten in de Nationale Arbeidsraad tot vaststelling, voor de periode van 1 januari 2026 tot en met 31 december 2027, van het interprofessioneel kader voor de aanpassing van de leeftijdsgrens naar 55 jaar, voor wat de toegang tot het recht op uitkeringen voor een landingsbaan betreft, voor werknemers met een lange loopbaan, zwaar beroep of uit een onderneming in moeilijkheden of herstructurering.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2026/200582]

25 MAI 2026. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 19 novembre 2025, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative à l'application de la convention collective de travail n° 179 du Conseil national du Travail du 21 octobre 2025 fixant pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 31 décembre 2027, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière, pour les travailleurs qui ont une carrière longue, qui exercent un métier lourd ou qui sont occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 19 novembre 2025, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative à l'application de la convention collective de travail n° 179 du Conseil national du Travail du 21 octobre 2025 fixant pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 31 décembre 2027, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière, pour les travailleurs qui ont une carrière longue, qui exercent un métier lourd ou qui sont occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration.

Art. 2. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 mei 2026.

FILIP

Van Koningswege:  
De Minister van Werk,  
D. CLARINVAL

—  
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Art. 2. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 mai 2026.

PHILIPPE

Par le Roi :  
Le Ministre de l'Emploi,  
D. CLARINVAL

—  
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :  
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

BELGISCH STAATSBLAD — 12.06.2026 — MONITEUR BELGE

31877

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/004283]

1. JUNI 2026 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 1. März 2021 über die Mediendienste und die Kinovorstellungen und des Dekrets vom 27. Juni 1986 über das Belgische Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft (1)

—  
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2025-2026*  
Nummerierte Dokumente:  
142 (2025-2026) Nr. 1 Dekretentwurf  
142 (2025-2026) Nr. 2 Ausschussbericht  
142 (2025-2026) Nr. 3 Vom Plenum des Parlaments verabschiedeter Text  
Ausführlicher Bericht: 1. Juni 2026 – Nr. 26 ' ' Diskussion und Abstimmung

BELGISCH STAATSBLAD — 15.06.2026 — MONITEUR BELGE

32035

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2026/200568]

25 MEI 2026. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 24 november 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 179 van 21 oktober 2025 van de Nationale Arbeidsraad tot vaststelling, voor de periode van 1 januari 2026 tot 31 december 2027, van het interprofessioneel kader voor de aanpassing naar 55 jaar van de leeftijdsgrens wat de toegang tot het recht op uitkeringen voor een landingsbaan betreft (1)

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2026/200568]

25 MAI 2026. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 24 novembre 2025, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, en exécution de la convention collective de travail n° 179 du 21 octobre 2025 du Conseil national du Travail, fixant, du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 31 décembre 2027, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij:

**Artikel 1.** Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 24 november 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 179 van 21 oktober 2025 van de Nationale Arbeidsraad tot vaststelling, voor de periode van 1 januari 2026 tot 31 december 2027, van het interprofessioneel kader voor de aanpassing naar 55 jaar van de leeftijdsgrens wat de toegang tot het recht op uitkeringen voor een landingsbaan betreft.

**Art. 2.** De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 mei 2026.

FILIP

Van Koningswege:  
De Minister van Werk,  
D. CLARINVAL

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 24 novembre 2025, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, en exécution de la convention collective de travail n<sup>o</sup> 179 du 21 octobre 2025 du Conseil national du Travail, fixant, du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 31 décembre 2027, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière.

**Art. 2.** Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 mai 2026.

PHILIPPE

Par le Roi :  
Le Ministre de l'Emploi,  
D. CLARINVAL

Nota

(1) Référence au *Moniteur belge*  
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

BELGISCH STAATSBLAD — 15.06.2026 — MONITEUR BELGE

32055

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2026/201089]

25 MEI 2026. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 december 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, betreffende de wijziging en vervollediging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 6 juli 2004 betreffende de oprichting van het fonds voor bestaanszekerheid "Fonds social I.S.A.J.H." (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij:

**Artikel 1.** Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 18 december 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, betreffende de wijziging en vervollediging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 6 juli 2004 betreffende de oprichting van het fonds voor bestaanszekerheid "Fonds social I.S.A.J.H."

**Art. 2.** De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 mei 2026.

FILIP

Van Koningswege:  
De Minister van Werk,  
D. CLARINVAL

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2026/201089]

25 MAI 2026. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 18 décembre 2025, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative à la modification et complémentation de la convention collective de travail du 6 juillet 2004 relative à la création du fonds de sécurité d'existence "Fonds social I.S.A.J.H." (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 18 décembre 2025, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative à la modification et complémentation de la convention collective de travail du 6 juillet 2004 relative à la création du fonds de sécurité d'existence "Fonds social I.S.A.J.H."

**Art. 2.** Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 mai 2026.

PHILIPPE

Par le Roi :  
Le Ministre de l'Emploi,  
D. CLARINVAL

Nota

(1) Référence au *Moniteur belge* :  
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

# Quellenverzeichnis

## PARLAMENTE

### Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- [pdg.be](http://pdg.be)

### Abgeordnetenkommission

- [lachambre.be](http://lachambre.be)

### Senat

- [senate.be](http://senate.be)

### Parlement Wallonie

- [parlement-wallonie.be](http://parlement-wallonie.be)

### Vlaams Parlement

- [vlaamsparlement.be](http://vlaamsparlement.be)

### Parlement Fédération Wallonie-Bruxelles

- [pfbw.be](http://pfbw.be)

### Parlement Bruxellois (PRB) & Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

- [parlement.brussels](http://parlement.brussels)

### Parlement francophone Bruxellois

- [parlementfrancophone.brussels](http://parlementfrancophone.brussels)

### Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

- [raadvgc.be](http://raadvgc.be)

---

## REGIERUNGEN

### Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- [ostbelgienlive.be](http://ostbelgienlive.be)

### Föderalregierung

- [news.belgium.be](http://news.belgium.be)

### Belgische Nationalbank

- [nbb.be/de](http://nbb.be/de)

### Vlaamse Regering

- [beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be](http://beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be)

### Gouvernement de Wallonie

- [wallonie.be/fr](http://wallonie.be/fr)

### Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

- [gouvernement.cfwb.be](http://gouvernement.cfwb.be)

---

## EUROPA UND REGIONALPOLITIK

### Europäische Union

- [consilium.europa.eu/de/european-council](http://consilium.europa.eu/de/european-council)
- [commission.europa.eu/index\\_de](http://commission.europa.eu/index_de)
- [europarl.europa.eu/portal/de](http://europarl.europa.eu/portal/de)
- [secure.ipex.eu/IPEXL-WEB](http://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB)

### Europäischer Rechnungshof

- [eca.europa.eu/de](http://eca.europa.eu/de)

### Europäischer Ausschuss der Regionen (AdR)

- [cor.europa.eu/de](http://cor.europa.eu/de)

### Europarat - Kongress der Gemeinden und Regionen Europas

- [coe.int/en/web/congress/home](http://coe.int/en/web/congress/home)

### Benelux-Parlament

- [beneluxparl.eu/fr](http://beneluxparl.eu/fr)

### Großregion – Gipfel und IPR

- [grossregion.net](http://grossregion.net)
- [cpi-ipr.eu](http://cpi-ipr.eu)

### EVTZ Euregio Maas-Rhein

- [euregio-mr.info/de](http://euregio-mr.info/de)

### CALRE - Konferenz der gesetzgebenden Versammlungen der Regionen Europas

- [calrenet.eu](http://calrenet.eu)

### AGEG - Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen

- [aebr.eu](http://aebr.eu)

---

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

- [const-court.be/de](http://const-court.be/de)

---

## BELGISCHES STAATSBLETT

- [ejustice.just.fgov.be](http://ejustice.just.fgov.be)